

Paris, le 27 mai 2025,

Fin de vie : réaction de la CEF aux votes à l'Assemblée nationale de ce mardi 27 mai 2025

La Conférence des évêques de France (CEF) salue le vote de la proposition de loi sur "*l'accompagnement et les soins palliatifs*" ; elle en suivra avec attention la mise en application. Elle redit sa vive inquiétude concernant le vote de la loi sur le "*droit à l'aide à mourir*".

La CEF continuera de contribuer à ce débat de société majeur tout au long du processus législatif qui va se poursuivre.

Dans la poursuite du travail qu'elle a initié dès septembre 2022, la CEF entend en particulier apporter aux sénateurs, puis en seconde lecture à nouveau aux députés, comme à l'ensemble des citoyens français, tout élément utile pour leur permettre d'éclairer leur discernement, concernant ce sujet infiniment grave, complexe voire intimidant, qu'est l'accompagnement de la fin de vie.

Pour ce faire, l'Église catholique se fonde notamment sur l'expérience des **800 aumôniers et 1 500 bénévoles présents au sein des hôpitaux, ainsi que des 5 000 visiteurs à domicile et en EHPAD**, mobilisés chaque jour au chevet des malades, auxquels s'ajoutent les milliers de prêtres, diacres, consacrés et laïcs engagés dans l'accompagnement des personnes en deuil à l'occasion des obsèques, dans les 94 diocèses que compte l'Église en France.

Profondément inquiets des conséquences pour la société française et des perspectives alarmantes auxquels un « droit à mourir » exposerait en particulier les Français les plus vulnérables, **les évêques réaffirment leur détermination à porter la voix d'une société juste et fraternelle, qui protège les plus vulnérables ; et redisent leur plein soutien à la loi Claeys-Leonetti de 2016 actuellement en vigueur** mais encore très largement inappliquée, avec plus de 20% des départements français dépourvus de soins palliatifs (soit 1/5).

Enfin, **la CEF tient à adresser un message de soutien aux innombrables soignants, psychologues, psychiatres et psychothérapeutes, éthiciens, juristes, haut-fonctionnaires, et tant d'autres acteurs de la société civile, qui s'élèvent depuis maintenant plus de deux ans et demi**, contre un texte législatif qui mettrait profondément à mal le pacte social et le modèle de soins français, jusqu'à présents salués et reconnus partout dans le monde.

**CONTACTS
RELATIONS MÉDIAS**

CANDICE CASTEILEIN
Responsable du pôle médias et influenceurs
06 23 83 81 05
candice.castelein@cef.fr

STELLA SERICOLA
Chargée de relations médias
06 26 12 65 07
stella.sericola@cef.fr